



# **VILLE D'AUBIÈRE**

**IN EXTENSO DU GRAND DÉBAT NATIONAL**

**LUNDI 11 FÉVRIER 2019**

*Le Grand Débat National débute à 18 h 15.*

**M. le Maire, Christian SINSARD.**- Mesdames Messieurs, bonsoir. La salle commence à être bien remplie. Je vous précise comment va s'organiser ce débat qui, en fait, ne sera pas vraiment un débat entre la salle et nous puisqu'on ne répondra pas. Il s'agit de questionnements que vous avez qui sont d'ordre national, donc on fera simplement remonter.

Nous avons décidé d'organiser ce débat dans le cadre des événements nationaux pour répondre à une triple urgence : l'urgence sociale, l'urgence démocratique et l'urgence écologique.

On a déposé à la mairie un cahier de doléances qui a déjà été rempli et une partie a déjà été envoyée à l'association des maires ruraux du Puy-de-Dôme, puisque ce sont eux qui nous avaient sollicités en premier, à l'association des maires tout court et y compris à la préfecture.

Il y a un cahier de doléances aussi ici. Si vous n'avez pas eu le temps de dire tout ce que souhaitez dire, vous pourrez compléter par écrit.

D'abord, je vais vous présenter Monsieur Alain HOENNER, qui est un commissaire enquêteur, une personne neutre qui gèrera cette réunion et qui vous passera la parole. Il sera aidé, pour cela, par trois adjoints, trois élus : Alain CHASSAIGNE de ce côté, Vincent SOULIGNAC de ce côté et Christine MONTAGNON qui sera au milieu.

On écoutera tout et on prendra tout. Tout est enregistré. On fait comme au Conseil municipal. On a demandé à Audrey, la sténotypiste qui vient prendre tous les propos qui sont tenus au Conseil municipal, mot pour mot, donc tout ce qui sera dit sera enregistré, il n'y aura pas de quiproquo, pas d'interprétation. Normalement, le dispositif officiel nous demande de faire une synthèse, mais on ne fera pas de synthèse parce qu'aller couper quelle intervention ou quelle autre... Donc on enverra la totalité de l'enregistrement, de ce qu'Audrey aura recueilli, à la préfecture, en espérant que la synthèse se fera à un autre niveau et que tout ce que vous aurez dit sera écouté.

Quand vous prendrez la parole, ce n'est pas une obligation, on ne va pas vous forcer, mais je vous invite quand même, pour faciliter le travail de la sténotypiste, à vous présenter, à dire votre nom et prénom, ou votre prénom tout seul si vous voulez.

Évitez de faire des grandes interventions, très longues. Vous êtes un peu plus de 100 dans la salle. M. HOENNER a fait le calcul, il m'a dit : « S'il y a 250 personnes (c'est le nombre de chaises qu'on a mises) et si ces 250 personnes parlent 2 minutes, on est là pour 8 heures 30 », on va dépasser M. MACRON. On va essayer de limiter la réunion à 20 h 00. Au-delà de 2 heures – c'est ce qu'on essaye de faire à la mairie aussi – je ne sais pas si c'est bien constructif.

Qu'est-ce que je peux rajouter ? Une question par personne. Si certains veulent intervenir une deuxième fois, ayez la gentillesse d'attendre que tout le monde ait pu prendre la parole.

Évitez les questions qui ont trait à la gestion municipale. On est là pour parler sans tabou de tout ce qui vous préoccupe, mais des questions d'ordre général. Pour les questions qui ont trait à la gestion municipale, vous pourrez venir le faire jeudi, il y a le Conseil municipal, je vous invite tous à venir, à 18 h 30. Vous savez que notre majorité a mis en place, depuis 2008, la possibilité pour les Aubiérais qui le souhaitent de prendre le micro en fin de séance du Conseil municipal. Souvent, quand le Conseil se termine à 22 h 00, c'est plus compliqué, les gens rentrent. Évitez de poser des questions municipales. De toute façon, je n'y répondrai pas. Je vais rester neutre de manière à permettre à toutes les opinions de s'exprimer.

Voilà ce que je voulais vous dire. Simplement, pour terminer, évitez de tenir des propos injurieux, grossiers, diffamatoires, irrespectueux, agressifs, violents, racistes ou homophobes. Tout est enregistré. Vous vous exposeriez à des problèmes. Je crois qu'on a l'habitude, à Aubières, de se parler gentiment entre nous, donc pas de débordement.

Je crois que je vous ai tout dit. Je vais peut-être passer la parole à M. HOENNER, que je remercie au nom de la municipalité d'avoir bien voulu accepter de venir gérer ce débat. Il le fait de manière bénévole. J'ai bien demandé à la préfecture si on pouvait au moins lui payer ses frais de déplacement et si l'État pouvait nous payer les frais de la sténotypiste. On m'a répondu laconiquement qu'il n'y avait pas de ligne budgétaire prévue. En tout cas, merci à Monsieur HOENNER d'être venu. Je vous passe le micro pour démarrer cette soirée.

**M. HOENNER.**- Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à tous et à toutes. Comme M. le Maire vous l'a dit, je ne suis pas là pour répondre. Je ne suis pas compétent ni habilité à répondre à toutes vos questions ou vos questionnements, vos soucis. Je suis là en tant que commissaire enquêteur pour faciliter l'expression du public. C'est le rôle du commissaire enquêteur dans les enquêtes publiques. On va donc appliquer cette règle à cette réunion.

On va pouvoir commencer à prendre la première question, si quelqu'un veut bien prendre la parole. Comme on le dit souvent, c'est la première question la plus difficile, donc on passe tout de suite à la deuxième.

*(Rires)*

Généralement, cela détend un peu.

**Un homme dans la salle.**- **Jean-Pierre CROUZET**, je suis Aubiérois et né à Aubières.

Je voudrais parler des institutions. En France, on a un pouvoir exécutif et des assemblées. Je pense qu'il y a des dérives très importantes. On a vu un certain nombre de traités qui sont passés qui n'ont jamais été discutés au Parlement. Je voudrais d'abord parler des traités de libre-échange avec le Canada, avec l'Argentine, bientôt avec Singapour. Certains relèvent de la Communauté européenne, mais je constate que le Président n'est pas intervenu pour essayer de les modifier. On se rappelle que la Belgique est intervenue pour faire modifier certaines dispositions. Ce sont quand même des traités qui sont très importants parce qu'ils vont modifier les échanges. Je pense que notre agriculture est sacrifiée. On va se retrouver avec des poulets venant... On verra des normes, les OGM par exemple, disparaître. On ne parlera plus d'OGM, on ne parlera plus de rien.

Il y a aussi d'autres choses. Il y a des traités comme le traité de Marrakech, le traité d'Aix-La-Chapelle. Ce sont des traités qui sont importants, qui engagent la France et qui n'ont fait l'objet d'aucune discussion au Parlement. Je trouve que c'est très grave parce que la France est engagée là-dedans.

Je voudrais dire aussi qu'il y a certaines choses qui sont choquantes. On a vu des nominations se faire. Elles sont le fait du prince. On a vu par exemple modifiées, le 4 août, les conditions pour nommer les consuls ou les membres des personnalités. Ainsi, le 4 août, un décret paraît, juste au début des vacances, et le 25 août, on voit quelqu'un nommé à Los Angeles. On a vu des décrets modifiant les nominations des recteurs. On a vu par exemple le procureur de Paris nommé. En général, c'est sous proposition des membres du CSM. Il a été nommé directement par le Président et le premier Ministre. Il ne faisait pas partie des propositions du CSM.

Qu'est-ce que je peux vous dire ? Il y a donc deux assemblées. Il y a le Sénat. Le Sénat est une assemblée qui est constituée, elle a un mode particulier parce que son mode est renouvelable par moitié. Elle est nommée principalement par des maires et d'autres personnes de la vie publique, donc ce sont des gens – on l'espère au moins – qui connaissent le monde, qui connaissent leur pays, qui connaissent leur département, leur mairie. Ce Sénat, je trouve que c'est très important parce qu'il a montré un peu son indépendance. On a vu par exemple qu'il a voté

contre la vente des aéroports de Paris. L'Assemblée nationale n'a rien dit. Il faut absolument garder ce Sénat parce qu'il a montré son indépendance, par exemple avec l'affaire BENALLA. Il a essayé d'aller jusqu'au bout. Cela n'a pas été le cas de la deuxième assemblée.

Un des gros problèmes de la deuxième assemblée est que son élection a lieu à la suite de l'élection présidentielle. Il y a une certaine euphorie qui se passe, donc il y a tout un tas de gens. On l'a vu en 81, on l'a vu récemment en 2007, on aurait pu le voir en 2007-2012. On a une assemblée où il ne faut pas parler, il ne faut pas dire de gros mot, souvent « servile ». Qu'est-ce qui se passe ? On l'a vu en 81, on le voit avec la dernière élection. Au bout de deux ans, on s'aperçoit que tout foire. Vous vous rappelez le plan de rigueur en 83, vous voyez ce qui se passe maintenant. Je pense que c'est quelque chose d'extrêmement grave. Il faut absolument déconnecter l'élection présidentielle des élections parlementaires.

Je pense que cela a été une très grosse erreur de supprimer le septennat. Le septennat permettait de moduler.

Qu'est-ce qu'on peut dire ? Je voudrais surtout m'opposer à la proportionnelle parce qu'on sait très bien ce que cela va faire. On aura des personnes élues sur proposition de listes d'apparatchiks nommés par les Parisiens. On oubliera. On souffre déjà.

**M. HOENNER.**- Je ne veux pas vous brider ou vous retenir, couper ce que vous avez à dire, mais je pense que cela commence à prendre un petit moment. Si tout le monde veut s'exprimer... Je pense qu'on a bien compris.

**Le même homme dans la salle.**- Je voudrais dire...

**M. HOENNER.**- Oui, le problème des institutions.

**Le même homme dans la salle.**- J'ai peur de la proportionnelle parce que ce sera encore les apparatchiks parisiens qui décideront et il ne faut absolument pas cela.

**M. HOENNER.**- Merci, Monsieur.

Autre observation, ou question, ou déclaration ?

**Un homme dans la salle.**- Je vais faire une proposition très brève. Je propose de recycler une idée du Général DE GAULLE, qui est reprise par Raphaël GLUCKSMANN : supprimons le Sénat. L'idée de supprimer le Sénat est de supprimer un système de représentation compliqué, pas très démocratique de mon point de vue et, en tout cas, avec des représentations longues. La proposition est de faire un tirage au sort pour constituer une assemblée réellement représentative avec des personnes qui, si elles acceptent la mission d'être tirées au sort pour deux ans, sont payées correctement, peut-être un peu moins que les sénateurs, mais bien, pour avoir les moyens d'être formées, d'exercer leur travail de représentation et, au terme des deux ans, passer la main.

**M. HOENNER.**- Autre question ?

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir, Messieurs dames. Je suis Philippe BLANCARD. J'ai été cadre bancaire dans une banque française multinationale et j'ai un petit peu tiré de mon expérience bancaire tout ce que j'ai vu à la fois en France et à l'étranger.

En ce qui concerne les salaires, je suis tout à fait d'accord et je félicite le mouvement des gilets jaunes sur les bas salaires, la retraite et le chômage. Je me baserai uniquement sur ces trois problèmes.

Il faut dire que le contexte international dans lequel se trouve la France, et j'ai retenu tout à l'heure ce qui a été dit sur les accords internationaux, il faut relever que depuis les accords de Bretton Wood avec le FMI et la banque mondiale, les accords de Rome, de la Jamaïque et de Maastricht en 1992, les pouvoirs d'exécution de dirigeants de la République française se sont

trouvés diminués d'autant. Bien entendu, aujourd'hui, pour prendre des décisions, il faut plaire à tout le monde et ce n'est pas possible.

Je dirai tout simplement que l'organisation du système mondial, qui est un système d'économie mondiale, atteint ses limites. Ces limites, je les ai recueillies, personnellement, assez rapidement. On sait qu'une famille comme les ROTHSCCHILD est propriétaire de 100 000 Md\$, c'est-à-dire qu'ils ont sept fois le PIB des États-Unis d'Amérique. Ils contrôlent les établissements bancaires, bien entendu, le FMI, la banque d'Angleterre, le pétrole.

On ne peut pas continuer dans cette directive et même les membres du CAC 40 international, qui se réunissent tous les ans à Davos, expriment qu'il faut changer un peu d'attitude.

Pour ma part, j'en resterai là sur le problème international.

Il faut savoir que nous avons nos propres erreurs en France. En 1978, lorsque nous avons pris les décisions au niveau bancaire de bloquer les crédits à l'économie, le montant des chômeurs est passé de 400 000 à 1 200 000 et le PIB français a décroché en valeur relative au niveau du G7. J'en ai terminé sur ce point.

Comment faire pour relever les salaires ? D'abord – et c'est la Cour des Comptes qui le dit, ce n'est pas moi – il y a la fraude fiscale, la fraude à la TVA et la fraude aux URSSAF par le travail au noir. Cette manne qui échappe au calcul du PIB s'élève à peu près à 200 Md€. Il suffit de les appréhender, de les faire rentrer en comptabilité nationale, payer les impôts et, en même temps, fixer des amendes à ceux qui se sont livrés à ce jeu de fraude, et on pourrait récupérer ces 200 milliards, auxquels s'ajoutent 340 procédures d'exonération fiscale, mais celles-là sont visibles et comptabilisées. Donc on peut faire un mix pour revenir sur les bas salaires.

En ce qui concerne l'Europe, j'ai deux observations à faire :

- rétablir les frontières et les barrières douanières pour éviter le *dumping* social. Nous connaissons tous ce problème avec une célèbre affaire du plombier polonais et maintenant, ce sont les biftecks polonais qui nous posent problème ;
- revenir aux monnaies nationales, *exit* l'Euro.

Pour les retraites, et je vais en terminer là-dessus, il y a l'argent pour les retraites, mais il faut aller le chercher. En 1997, on ne touchait pas à l'âge de la retraite, mais on créait un fonds de réserve pour les retraités. Ce fonds de retraite pour les retraités était 2 % du prélèvement social sur les revenus de patrimoine et de placement, les excédents de la caisse nationale d'assurance vieillesse, le produit de cessions d'actifs telles que les privatisations et la cession des parts de la Caisse d'Épargne. Ce fonds ne recevra jamais les sommes promises qui devaient totaliser 150 Md€ en 2010, même pendant cette bonne période de croissance économique entre 1999 et 2001. Il ne touchera, en fait, que 29 Md€. Depuis, on a été capable de créer le loto, de reprendre les fonds de la loterie nationale et de faire un arrosage par la taxe Tobin sur les cessions sur les transactions boursières. L'argent existe, on peut le faire ; faut-il encore en avoir le courage.

Je cite tout simplement, pour en terminer, qu'en 1975, les 500 premières fortunes de France – je ne les cite pas, mais ce sont les 500 premières – sont à 25 milliards, soit 3 % du PIB. Elles détiennent ces sommes. En 1995 et avant les 35 heures, elles passent à 72 milliards pour 6 % du PIB. En 2015, après les 35 heures et grâce au bouclier fiscal, on est à 420 Md€ pour 21 % du PIB. Donc l'enrichissement se fait par le haut mais jamais par le bas.

**M. HOENNER.**- Avez-vous terminé ?

**Le même homme dans la salle.**- Deux ou trois chiffres.

**M. HOENNER.**- Rapidement, s'il vous plaît, que tout le monde puisse s'exprimer.

**Le même homme dans la salle.-** Les dépenses publiques, dans la première période de 1958 à 1975, étaient à 45 %. On est monté progressivement jusqu'à 54 % en 2002. Aujourd'hui, on est à 51 %. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est la dette publique qui, elle, était de 25 % en 1950 et aujourd'hui, elle est à 100 % du PIB français, c'est-à-dire 3 000 milliards. Comment boucher le trou ? Je ne sais pas ce qu'il faut faire, si ce n'est de décrocher, de reprendre le franc, d'avoir une politique monétaire adaptée aux besoins de la France, comme on a fait de 1945 à 1958.

**M. HOENNER.-** Merci.

**Un homme dans la salle.-** Je vais être concis. Je m'appelle **Laurent JOFFROY**.

Pour rebondir sur ce qui vient d'être dit sur la concentration des richesses, il y a une proposition qui me semble intéressante, qui émerge en ce moment aux États-Unis, c'est non seulement de rétablir l'ISF chez nous, mais aussi de taper très fort sur les très hauts revenus, à hauteur de 70 ou 75 %. Pourquoi ? Essentiellement pour créer un revenu plafond et cela permettra d'empêcher l'émergence de grandes puissances financières, qu'elles soient d'ailleurs privées ou publiques, qui deviennent toutes puissantes, verrouillent tout le pouvoir, financent les partis politiques et, finalement, financent leurs mesures pour elles. Voilà pour une première proposition.

La seconde proposition concerne l'urgence climatique. Il semble essentiel de sortir du calcul du déficit budgétaire annuel, et donc du fameux respect des non moins fameux 3 % de Maastricht, tous nos investissements dans la transition énergétique.

**M. HOENNER.-** Merci.

**Un homme dans la salle.-** **Monsieur COSTE**, je travaille dans la production d'électricité.

Au niveau de la transition énergétique, la proposition que je fais est de beaucoup moins investir, voire d'arrêter les investissements dans les éoliennes et le photovoltaïque parce que c'est de l'argent qui part en Chine, en Allemagne, en Pologne, c'est-à-dire des pays qui produisent tout cela avec du charbon, qui pollue et qui envoie donc beaucoup de CO<sub>2</sub>, et avec cet argent, de faire de la recherche sur des nouvelles énergies qui seraient produites en France pour pouvoir faire participer notre pays au niveau des emplois et pour éviter de creuser encore le déficit commercial et la dette, puisque tout ce matériel qui est importé de l'étranger sera à rembourser sur les 15 prochaines années, où on va voir les prix de l'électricité monter au profit de l'étranger.

**Un homme dans la salle.-** Bonsoir. **Jean-Luc VAROCHE**. Deux petites réflexions qui me sont venues. On n'est plus dans les sous, en termes simples.

« Un service public n'est pas forcément rentable » ; je trouve que c'est un thème qu'il faudrait vraiment mettre à plat et que tout le monde y pense bien, pour plus d'efficacité.

« La fiscalité, c'est la solidarité, ce qu'on ne retrouve pas forcément en France et de moins en moins. »

J'ai gambé pour sortir tout cela.

**M. HOENNER.-** Un autre ?

**Un homme dans la salle.-** Bonsoir. **Gilles ARNAUD**.

Je ne sais pas si cela a déjà été dit puisqu'on est arrivé très en retard et je m'en excuse. Par rapport à la fiscalité, je pense qu'il serait une bonne chose que tous les citoyens français soient amenés à payer leurs impôts en France. Les Américains font cela et le font très bien. Je pense que ce serait déjà une première mesure qui permettrait de rapatrier pas mal d'argent, dont on a besoin.

La deuxième chose est de lutter réellement contre la fraude fiscale parce qu'il y a quand même 100 Md€ qui s'évaporent chaque année grâce à cette technique. Cela ferait du bien aux finances publiques.

**Un homme dans la salle.- BICHARD Roger.** Bonjour.

Cela tourne beaucoup autour de la fiscalité et de l'évasion fiscale, mais dans ce pays, il y a quand même quelque chose qui est terrible. On est redevenu un pays de rentier avec les mêmes chiffres de la rente qu'en 1913. En 1914, on a vu ce qui est arrivé. La rente pompe actuellement la valeur ajoutée des entreprises. On a une bourse fantastique : 3 300 milliards d'actifs qui ne jouent qu'entre eux. En revanche, ils pompent toutes les entreprises et aujourd'hui, il y a un réel problème de la rente et de l'héritage en France. Quand on pompe les entreprises, on pompe les salaires, on ne crée plus d'emploi, on crée du financier. On sait que certaines usines ferment pour vendre leur électricité. C'est le cas de certains barrages hydroélectriques qui fournissent des usines : les usines arrêtent la production d'acier et fournissent de l'électricité sur le marché financier. Je pense que là, il y a sérieusement à regarder.

**M. HOENNER.-** Un autre ?

**Un homme dans la salle.-** Bonsoir. **Jean-François MEZET**, Aubiérois.

Une proposition qui ne coûte pas un rond à l'État, pas un rond aux citoyens : flécher la taxe carbone 2018, sans l'augmentation, la flécher à 100 % vers la transition énergétique, flécher l'ISF, les 300 000 ou 400 000 personnes qui n'ont pas eu à payer l'ISF, flécher ces sous vers la transition énergétique, flécher le crédit impôt compétitivité emploi (20 milliards) vers la transition énergétique. La taxe carbone, c'est environ 9 milliards ; l'ISF, c'est environ 2,5 milliards. Enfin, flécher ce qu'investissent les banques françaises dans les énergies fossiles vers la transition énergétique ; c'est 30 milliards par an.

Investir dans la transition énergétique, cela veut dire créer de l'emploi, rénover les bâtiments, développer les énergies renouvelables, développer les services publics dans les zones rurales pour moins prendre sa bagnole et être sur place. C'est créer de l'emploi. C'est créer des produits de proximité dans l'agriculture, dans les services de proximité. C'est créer de l'emploi dans la recherche pour les énergies renouvelables, pour le stockage de l'énergie.

En gros, on en est à 60 milliards par an. Tout cela n'engendre pas de nouveaux impôts. C'est au service de l'emploi et des collectivités pour quelque chose qui est capital : éviter que le changement du climat s'accroisse – nous en sommes déjà à 1,4 ° – éviter que la terre soit atteinte dans sa géophysique (l'atmosphère, les océans, la cryosphère) et soit atteinte dans sa biosphère.

Merci.

**M. HOENNER.-** Une autre personne veut s'exprimer ?

**Un homme dans la salle.-** Bonjour. **Thibaut HILAIRE**, étudiant.

Je ne vais pas parler de fiscalité puisque je n'y connais absolument rien. C'est plutôt sur la question démocratique. J'ai une proposition à faire qui serait de prendre en compte le vote blanc puisqu'aux dernières élections, au final, Emmanuel MACRON a été élu avec moins de 50 % des votes, si on prend en compte les votes pour l'opposition mais aussi les votes blancs, les votes nuls, etc. Donc prendre en compte cette question des votes blancs, je pense que cela reformerait le paysage politique français et cela permettrait à plein de gens d'exprimer des vrais votes plutôt que d'exprimer un vote qui est le vote du moins pire.

**Un homme dans la salle.-** Bonjour. **Guy CHASSAING**.

J'avais une réflexion pour revenir sur la hausse des taxes des carburants qui, à mon avis, est une bonne chose pour la nature mais un très mauvais ciblage parce qu'on a ciblé le particulier,

soit, mais on a oublié tous les gros pollueurs comme le transport routier et on entend parler de moins en moins du ferroutage en France, qui pourrait pourtant être une solution. On n'a pas réussi la mise en place de l'écotaxe qui, à mon avis, était une excellente mesure même si, au final, cela n'aurait pas servi le pouvoir d'achat, j'en suis convaincu, mais peut-être que de ne pas servir et de faire augmenter les prix d'Amazon ne serait pas mauvais pour le commerce local. Je souhaiterais que l'on instaure une taxe de transport au kilomètre de façon à éviter les grands échanges internationaux qui ne servent à rien, faire venir de la viande de Pologne quand on peut la faire venir du Cantal.

Voilà pour le domaine écologique. Je reprendrai peut-être la parole tout à l'heure.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- Messieurs dames, bonsoir. **BOUIMAN Georges.**

Je vais faire quelques suggestions. Ce n'est pas un audit. J'ai l'impression que les politiques et l'Europe devraient plancher sur la transition de l'intelligence artificielle. On entend beaucoup parler de la transition énergétique, mais je pense que la transition sur l'intelligence artificielle est importante. On voit les proportions que cela prend à l'heure actuelle. Cela supprime des emplois, des caissières. Bientôt, on aura des taxis qui n'auront plus de travail parce que ce seront des voitures style Google. Je me projette un peu à long terme, mais il y a des choses qu'on voit déjà à l'heure actuelle.

Cela a aussi un bon côté parce qu'on voit que dans le milieu médical, avec certaines méthodes, on peut faire des diagnostics plus rapidement que les meilleurs médecins, les meilleurs professeurs. Il y a du bien et du moins bien, mais je pense que c'est quelque chose qui, dans l'avenir, va devenir très important et qui pourra servir aussi pour la transition énergétique.

Une autre réflexion concernant un sujet qui a été souvent abordé, c'est le 80 km/heure. Cela m'interpelle parce que malgré tout, j'ai vu dans les journaux qu'il y a eu une semi-remorque qui roulait à 147 km/heure. Ce ne sont pas les panneaux qui l'ont arrêtée, c'est simplement un citoyen qui a dénoncé cette personne en disant qu'elle roulait beaucoup trop vite et elle a été interpellée. Il y a d'autres solutions à trouver. Sur le 80 km/heure, et c'est faire preuve de bon sens, je pense que ce sont plus les gens qui habitent les régions qui peuvent voir s'il y a besoin ou non.

Ensuite, on culpabilise les gens en disant : « Il y aura moins de morts. » A-t-on vraiment comptabilisé les morts sur les routes, pourquoi, comment, dans quelles circonstances ? Avons-nous fait des analyses ?

Merci.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- J'ai deux choses à répondre. Pour faire suite au Monsieur qui parlait tout à l'heure de la pollution des véhicules, on ne cite jamais les navires, les gros navires maritimes et les avions. Il faut savoir qu'un avion, lorsqu'il est à très haute altitude (12 000 mètres), consomme très peu. C'est surtout à l'atterrissage et au décollage. J'étais ancien pilote de ligne mais à la T2C.

*(Rires)*

C'est vrai que les cars polluent, de moins en moins maintenant. Il y a un moment que j'ai arrêté.

Pour faire suite, tout à l'heure, on parlait aussi des panneaux. J'ai entendu parler des panneaux à 80 km/heure. Ce sont des lois qui sont créées. Il faut bien penser que lorsqu'on change tous ces panneaux, certains élus haut placés ont de la famille qui fabrique des panneaux



et il faut que cette loi sorte. Ils vont le remettre à 80 et ils vont gagner deux fois : 90, 80, ils vont le remettre.

**M. HOENNER.-** Merci.

**Une dame dans la salle.-** Véronique BALDAQUINO. Je suis bénévole au sein d'associations.

Je voudrais dire que le bien commun recherché ensemble, pour se tourner vers l'avenir, serait que l'on redonne la dignité à tout être humain par un toit décent et de l'emploi, surtout pour les personnes handicapées parce que nous sommes une majorité qui est rejetée par les entreprises. Dès qu'on lit mon CV, on ne me prend pas. Je n'ai pas de voiture, on ne me prend pas. Je n'ai pas de diplôme, on ne me prend pas. Ce serait aussi à revoir. Il serait bien, par exemple, que les personnes qui touchent l'AAH soient embauchées en contrat aidé et aient une petite partie de l'entreprise pour pouvoir vivre dans la dignité aussi.

J'avais noté autre chose de très important. Du point de vue financier, les économies réalisées qu'on pourrait faire seraient de taxer les personnes qui vivent et s'enrichissent en France au détriment des personnes, des usagers, comme Apple, Google et les autres bien sûr, et d'interdire aux grosses fortunes de partir à l'étranger, les taxer par exemple, ou sinon, si elles créent de l'emploi, on leur réduit leurs impôts. On peut les encourager comme cela, peut-être plutôt les encourager à ne pas partir que les pénaliser.

**M. HOENNER.-** Merci.

**Une dame dans la salle.-** Je suis Sandra, gilet jaune, Pérignat/Aubière.

Pour en venir à ce que disait Madame, les GAFAM sont Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft. Ces gens brassent les milliards. Où est l'exemple ? C'est vrai. Ces mécanismes à la limite de la légalité pour se soustraire à l'impôt sont scandaleux. Ils sont rendus possibles par la loi. Il faut durcir et sanctionner sévèrement les gens pris la main dans le pot de confiture pour dissuader les autres. Cette injustice écoëure les gens, et notamment les petits entrepreneurs, qui sont durement imposés.

Je voudrais parler aussi des hôpitaux. Les hôpitaux ne doivent pas avoir de logique économique alignée sur celle d'une entreprise *lambda*. Ce n'est pas une entreprise. Le désagrément progressif des remboursements de certains soins aux médicaments est insoutenable pour de plus en plus de personnes. Nous constatons encore cette année des augmentations de cotisations pour les mutuelles. Elles ne doivent pas devenir les garantes de notre santé future.

Pour en venir aussi aux ambulanciers, un enfant qui est malade, en situation de handicap, ne peut pas rentrer chez lui, c'est-à-dire que Brioude-Clermont, c'est 1 000 € pour les parents. C'est extrêmement lourd. Il y a des parents qui arrivent à faire des crédits pour voir leurs enfants rentrer chez eux. C'est extrêmement lourd. C'est rentrer dans un cercle infernal et les gens s'endettent forcément parce qu'ils ne peuvent pas, ou alors ils abandonnent leurs enfants aux mains des gens qui travaillent dans le monde hospitalier.

**M. HOENNER.-** Merci. Suivant ou suivante ?

**Un homme dans la salle.-** Ce qui se passe pour le service hospitalier est très grave, c'est sûr. Vous avez des gens qui sont obligés de s'endetter pour arriver à subvenir alors que normalement, tout devrait être couvert. C'est une chose. C'est sûr.

Il ne faut pas oublier une autre chose, dont je me suis rendu compte. Je suis peut-être un ancien pilote de ligne, mais je me suis rendu compte quand même que tous les politiques haut placés, dont la présidence, sont envoyés par le FMI, le Fonds Monétaire International, et c'est le Fonds Monétaire International qui dirige toute l'économie de toute l'Europe et tous les pays, même sur l'Afrique. Un exemple pour le cacao : les gens du pays, pendant 30 ans, ont produit le cacao et

ils n'étaient pas du tout au courant à quoi cela servait, ce qu'était le chocolat. Sauf qu'un étudiant du pays est arrivé en France, il est allé en Suisse après, il a appris à faire le cacao. C'est le FMI qui donnait le tarif auquel il devait vendre le cacao.

**Un homme dans la salle.- René TATRI.** Je voudrais simplement faire différentes réflexions qui, par là même, vont générer des questions.

Je voudrais tout d'abord souligner la présence de gilets jaunes. Je les salue et je les remercie parce que tous les jours, je profite de la baisse des taxes et de l'essence quand je fais mon plein.

Je crois que le gros problème de ces gens – je suis allé les voir dans les ronds-points – ce sont les bas salaires et les difficultés. Je crois qu'il y a vraiment un gros souci à trouver des solutions à ces problèmes.

Quelles solutions ? Peut-être sur l'EDF. Quand vous prenez une facture EDF, il y a 50 % de taxes. C'est pareil pour tout le monde, mais pour les bas salaires, il y aurait peut-être quelque chose à faire.

L'impôt, à mon avis, il le faudrait progressif, avec des tranches qui vont très haut.

Il faudrait une baisse de TVA sur les produits de première nécessité, une CSG aussi, pourquoi pas, progressive, comme l'impôt.

Il faudrait limiter aussi certains salaires exorbitants. On l'a découvert avec notre ex-PDG de Renault. Cela fait peur quand même. 1 700 années de SMIC qu'il va avoir en prime de licenciement, je trouve que c'est un petit peu gros.

Ce sont toutes ces injustices qui me font mal. Il n'y a rien de pire que l'injustice et je crois que ce sont ces injustices qui, à travers les réseaux sociaux et autres, ont déclaré la sortie des gilets jaunes et la révolte parce que personne ne supporte l'injustice.

Il faudrait aussi une transparence fiscale pour toutes les grosses entreprises du CAC 40, les retraites chapeaux. Certaines retraites payées par l'entreprise font obtenir aux grands patrons – je ne parle pas des petits patrons qui, eux, mettent leurs billes dans la société – mais les grands patrons ont des retraites chapeaux qui leur font des bonus payés par l'entreprise.

Vous avez également les hommes politiques. Je suis désolé. Pour les hommes politiques, même chose, il devrait y avoir une transparence totale de leurs revenus et des frais et avantages annexes, parce qu'il n'y a pas que le revenu, il y a aussi les frais et avantages annexes.

Je voudrais continuer par l'Europe. Pourquoi y a-t-il des paradis fiscaux en Europe ? Pour qui ? Il vaudrait peut-être mieux éviter la concurrence entre les peuples d'Europe. Je suis pro-européen, mais pas comme cela. Quand vous voyez que Whirpool va quitter la France alors qu'il est bénéficiaire et qu'il a eu des subventions européennes chez nous, il va partir en Pologne pour gagner un peu plus et retoucher des subventions européennes, et nous, on paiera les chômeurs. Non, cela ne peut pas coller. Cela ne peut pas toujours durer. Ce n'est pas possible.

Arrêtez aussi de nous faire croire que le diesel pollue. Quand je vais acheter une voiture, je regarde le prospectus et je vois « diesel : 125 CO2 » et « essence : 140 CO2 ». Je ne comprends plus. Qu'on m'explique ! Ma voiture, si elle est pourrie, on va la revendre en Afrique, mais en Afrique, elle ne pollue plus ! On nous prend pour des andouilles ! Désolé de ce mot, il est peut-être un peu de trop, mais tant pis.

Le journal télévisé aussi, ce serait bien que ce ne soient pas que des pages de publicité pour l'État et de casseurs qui sont arrivés au milieu des gilets jaunes. Il y en a marre de le voir depuis 60 jours pratiquement. Stop ! Il faut arrêter. Il faut un journal télévisé libre et l'objectif. Il faut arrêter de nous prendre pour des idiots aussi.

Quant au service public, c'est vrai qu'on peut toujours dire qu'il n'en faut plus. Pour changer votre carte grise, il faut aller sur Internet. Quand vous avez 20 ans, c'est peut-être facile, mais quand vous en avez un peu plus, cela l'est beaucoup moins. Il faut aller à la préfecture, il n'y a plus personne. Il faut aller dans une société – je ne veux pas faire de publicité, mais Feu Vert ou ailleurs – qui vous prend des frais pour faire le boulot qui était public et gratuit.

La Caisse d'Allocations Familiales, je l'ai appelée ce matin, pas pour moi. Pour moi, je ne demande rien, sauf de la justice. On vous dit « tapez 1 », « tapez 2 », « tapez 3 », jusqu'à 10 et au bout d'un temps, vous n'avez plus personne. Pourquoi ? Parce qu'il doit y avoir un problème.

Allez aux impôts faire la queue à l'hôtel des impôts. Un jour, j'ai même pris une photo, j'ai dit : « Je vais l'envoyer. » Je ne l'ai pas fait. Quand vous voyez qu'il y a la queue jusque dans la rue, il y a quand même un souci. C'est vrai que si on ne payait plus d'impôt, on dirait peut-être que cela nous irait mieux. Hélas, je trouve que les impôts, il y en a de plus en plus.

J'arrête là. Au travers de mes réflexions, il y a plein de questions et je crois que si notre Président de la République veut y répondre, il a du boulot et il faut qu'il se mette à la tâche. C'est ce que j'avais cru comprendre en période électorale.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- Merci.

**Une dame dans la salle.**- Messieurs dames, bonsoir. Martine BELLERSE, conseillère municipale à Aubière.

Je me permets de prendre la parole après vous avoir écouté tous attentivement. Je me suis demandé, après toutes ces propositions intéressantes et absolument indispensables, par quel moyen on allait pouvoir les obtenir ? Est-ce que, quelque part, ce ne serait pas la remise en cause d'un système qui s'appelle le capitalisme et qui nous a amenés à toutes ces misères ? N'est-ce pas le fond du problème ? Si vous avez la solution pour démolir le capitalisme aujourd'hui, je suis preneuse.

Messieurs les gilets jaunes, je vous remercie d'être là. Je pense que vous remplacez les sans-culottes de 1789. Il y avait eu aussi, à cette époque, des cahiers de doléances qui avaient été présentés, amenés au Roi et vous avez vu comme les doléances ont été prises en compte et comment la révolution a été obligée de se mettre en route parce qu'aucune solution n'a été trouvée.

Je suis pour l'Europe. Je pense que des peuples qui se réunissent et qui mutualisent, c'est bien, mais pas cette Europe ; une Europe des peuples, c'est ce qu'on a toujours demandé. On ne peut pas accepter une Europe capitaliste non plus, une mondialisation capitaliste.

Cela m'intéresse de savoir, si quelqu'un a une solution, qu'est-ce qu'on peut faire de ces cahiers de doléances ? Comment est-ce qu'on peut obtenir des choses concrètes ? Je crains que ce soit un peu noyé dans une multitude de propositions et qu'ils ne soient jamais suivis d'effets. Si quelqu'un a une solution, je suis preneuse.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- On a fait le tour ? Non. Tout le monde ne s'est pas encore exprimé.

**Un homme dans la salle.**- Bonjour. Claude, de Romagnat, gilet jaune à Aubière.

Pour répondre à Madame, je pense que les produits de première nécessité, déjà, pour une grande partie des gens qui sont dans le besoin, cela pourrait être la solution, un bon début. Sur les produits de première nécessité, si on mettait la TVA à 0, cela nous coûterait 7 milliards, je crois, et

sur les produits de luxe, si on mettait une TVA à 1 % de plus, donc 21 %, cela rapporterait 10 milliards. On gagnerait donc déjà 3 milliards, qu'on pourrait reverser sur les retraites ou ailleurs, je ne sais pas. Cela permettrait déjà aux gens les plus démunis d'acheter des fruits et légumes moins chers qu'aujourd'hui, surtout sur les bas salaires et les petites retraites. Il y a vraiment des choses à faire. Il faut déjà que les politiques en aient la volonté, tout simplement.

Après, pour les TPE et les moyennes entreprises, au lieu de donner le CICE aux multinationales, qu'on le donne uniquement aux TPE et aux moyennes entreprises. Cela pourrait créer de l'emploi et permettre d'augmenter les salaires.

Il y a déjà des choses à faire à ce niveau pour que les gens aient une reconnaissance par rapport à leur travail et que cela motive les gens à travailler au lieu de rester au chômage. Je pense que ce serait déjà un bon début pour revaloriser le SMIC et les pensions de retraite. C'est une décision politique.

**Un homme dans la salle.**- Je rebondirai volontiers sur l'intervention qu'on vient d'écouter parce qu'elle pose vraiment le problème de l'action politique. Il me semble que si on veut déboucher sur des choses concrètes, il faut vraiment que les partis politiques retroussent un peu leurs manches et se mettent à travailler en commun parce qu'au rythme où cela va, les prochaines élections vont démontrer que du côté de la gauche, il y a des atomes qui n'arrivent pas à se parler, donc il y aura une vraie catastrophe au niveau électoral, d'une part. La catastrophe électorale est très problématique, mais ce qui est encore plus problématique, c'est qu'on n'arrive pas à déboucher sur un dispositif de réflexion et d'action politique forte. C'est là où cela coince. Il y a trop de crispation autour d'entités qui ont un poids historique et sociologique qui fait qu'on n'arrive plus à produire des solutions efficaces. C'est vraiment problématique. Je ne sais pas comment on fait pour mettre autour d'une table les partis politiques pour qu'ils sortent enfin des solutions efficaces.

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. Je m'appelle **Robert TOURET**. J'ai 69 ans et j'habite à Romagnat.

Avant de poser des questions, je voulais savoir quelque chose par rapport aux gilets jaunes. Il y en a dans la salle. J'ai voté toute ma vie. Je ne me suis jamais abstenu. J'ai constaté que certains gilets jaunes ne votaient jamais mais qu'ils critiquaient, premièrement.

Deuxièmement, je voulais savoir ce qu'ils en pensaient avec l'histoire des *black blocs* et surtout du fameux facho italien qui est venu les soutenir à Montargis. Je ne me permettrai jamais de voter à l'extrême droite. Je suis clair. Mon père a fait la guerre, mes oncles ont fait de la résistance, donc c'est hors de question.

En ce qui concerne l'injustice, on a parlé tout à l'heure du célèbre Carlos GHOSN. Je voudrais qu'en France, ce ne soit pas la justice comme au Japon, mais que ce soit, pour le jeune noyau ou pour les hommes politiques ou les grands patrons, une justice un peu plus sévère.

Je viens de me renseigner en ce qui concerne les mutuelles. Le Président MACRON avait mis la mutuelle pour le reste à charge. Il y a peut-être des personnes dans la salle qui font partie du Conseil d'administration de la MGEN. La MGEN vient d'augmenter la mutuelle de 10 %.

Concernant les propositions que j'avais à faire, il faut faire rendre les subventions aux grosses entreprises qui ont touché. Il y en a qui ne sont pas loin, à Romagnat, le groupe Carrefour pour ne pas le citer, qui a fermé le petit Carrefour Market, alors que notre ancien Président HOLLANDE, qui vient donner des leçons à MACRON, a donné combien en CICE !

Deuxième question sur l'effort fiscal : que tout le monde paye l'impôt, imposer les hauts et très haut revenus, lutter efficacement contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux.

Une harmonisation européenne rapidement au point de vue social et fiscal.

Du point de vue des retraités, et j'en fais partie, on ne sait même pas en ce qui concerne le revenu net et si le décret est passé pour revenir à la fameuse CSG. On avait annoncé 2 000 € pour une personne seule. On ne sait pas comment cela va être pour un couple.

Arrêter aussi absolument de nommer par exemple, comme le Président ou les anciens Présidents, on parle de nommer M. Didier MIGAUD, à 65 ans, au Conseil constitutionnel, etc.

Taxer lourdement les élus de tous bords. Je suis absolument comme cela. Présence à l'Assemblée nationale de combien ? Il y a des lois qui sont votées à combien de députés ? Nos députés nous disent qu'ils sont chez eux et dans les permanences.

J'en aurai terminé avec la réforme constitutionnelle : passer à 350 députés et à 200 sénateurs.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- Éric, Aubiérois, militant de gauche, syndicaliste.

Je voudrais d'abord saluer, moi aussi, les gilets jaunes. On a eu l'occasion de défiler ensemble mardi pour la première fois. On a des revendications communes.

Je voudrais parler d'une proposition concrète locale et facile. Je me tourne vers le pilote de ligne de la T2C, cela va peut-être l'intéresser. Il y a des choses qui sont en train de se monter partout en France et en Europe, c'est la gratuité des transports publics urbains. Cela se fait à Tallinn, en Estonie. Cela se fait au Luxembourg, sur tout le Grand-Duché du Luxembourg, à Bruxelles, à Berlin. En France, cela se fait à Dunkerque, à Aubagne, à Châteauroux, à Niort. Vous pouvez regarder, ce sont des villes dont les maires ne sont pas tous ni de gauche ni de droite, ils sont de toutes étiquettes.

Sur Clermont, un collectif est en train de se mettre en place. C'est facile, ce sont 15 M€ qu'il faut trouver tous les ans pour la gratuité des transports. Par rapport au CICE ou la fraude fiscale, ce n'est absolument rien. Ce sont 15 millions auxquels il faut enlever le coût de la non-gratuité parce que du fait que ce soit payant, il y a des valideurs, des tickets, etc., donc cela coûte un certain budget.

C'est important. C'est une mesure qui est efficace partout où elle a été mise en place. C'est une mesure qui est positive pour la transition énergétique et pour le pouvoir d'achat des gens, des Français, parce qu'un abonnement de transport, cela coûte. C'est quelque chose qui est relativement facile à mettre en place et, sur Clermont, c'est en train de se développer.

Il ne faut pas croire qu'il y aura – parce que c'est un argument qu'on nous oppose souvent – une dégradation du matériel roulant et un non-respect du personnel. Partout, et notamment à Châteauroux, cela a été analysé ; il n'y a pas plus de dégradation, pas plus de violence que là où c'est payant. Cela peut être très facilement et très rapidement mis en place. Merci.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. **Vincent PETIT**. Deux choses.

Premièrement, au niveau de l'Europe, pour chercher à faire rentrer des sous en France, c'est mettre les autres pays européens face à leurs contradictions en ce sens où, d'un côté, ils demandent à la France de diminuer ses déficits publics et les emplois publics, mais de l'autre côté, ils profitent de dépenses que la France est seule à faire au bénéfice des 27 autres, à savoir la dissuasion nucléaire, la représentation diplomatique et les interventions extérieures dans un certain nombre de pays. On a parlé ce matin de la lutte contre Daech. Cela nous coûte non seulement des sous mais également des morts. La question à poser aux autres états européens est : quelle est la dette la plus lourde ? Est-ce que c'est la dette d'argent ou est-ce que c'est la

dette de sang ? À partir du moment où ils refusent, pour des raisons diverses, de verser leur sang, qu'ils payent et compensent un minimum ces dépenses françaises. C'était le premier point.

Le deuxième point, pour rejoindre la lutte dans le cadre de la transition énergétique et la viande polonaise, est de développer les circuits courts et encourager les producteurs locaux, qu'il s'agisse de maraîchers ou d'éleveurs.

Merci.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Une dame dans la salle.**- Bonsoir. **Salika**, j'habite à Aubière.

Merci aux gilets jaunes parce qu'ils ont dit tout haut ce que nous pensions tous tout bas.

Ce qui m'intéresserait, c'est qu'on reconnaisse la valeur du travail, qu'on reconnaisse le travail, qu'on paye les gens à leur véritable valeur et qu'on les reconnaisse quand ils sont actifs et quand ils sont à la retraite. C'est inadmissible surtout les femmes qui ont travaillé, qui ont eu des emplois précaires, qui ont dû élever leurs enfants et qui se retrouvent, une fois à la retraite, avec moins du minimum vieillesse. Ce que j'attends de l'État, c'est qu'il prenne en charge les retraitées actives, c'est-à-dire que toute personne ayant travaillé 10 ans, 15 ans, perçoive *a minima* 1 200 € ou 1 300 € de retraite net. C'est possible.

Ensuite, qu'on donne aux personnes qui n'ont pas travaillé pour X raison, qu'on leur maintienne le minimum vieillesse, c'est normal. C'est normal que nous aidions les personnes dans la difficulté. Nous avons un excellent service public. Tout le monde nous dit que cela coûte cher et que nous avons une dette. Personnellement, je ne suis pas responsable de la dette. Tout ce que je veux, c'est qu'il y ait un service public digne de ce nom pour la simple et bonne raison qu'il y a des ministères régaliens. Un ministère régalien, à moins que je n'aie rien compris, ne peut pas faire de bénéfice. Il s'agit de la santé, de l'éducation, de notre sécurité. Ces ministères-là ne peuvent pas être bénéficiaires, donc qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent.

Ensuite, on a beaucoup parlé de fiscalité. Il faut savoir que les GAFAs ne payent que 9 % d'impôts. C'est tout.

Ensuite, si vous êtes français, si vous êtes milliardaire, vous pouvez aller vivre à Los Angeles, où vous voulez, vous êtes français, vous payez vos impôts en France. Les Américains le font. Pourquoi les Français ne le feraient pas ?

Sur l'harmonisation européenne, on veut une Europe forte face aux Américains. Qu'est-ce qu'une Europe forte ? Une Europe qui soit la justice, qui soit économique et qui soit la défense. C'est tous ensemble parce que nous sommes tous européens et nous avons droit de vivre ensemble.

Ensuite, je suis issue de l'immigration. Je trouve insupportable que des personnes émigrées hors CE qui vivent dans nos communes depuis plus de 20 ans, 30 ans, 40 ans, n'aient toujours pas le droit de participer au vote. Elles ont droit de payer leurs impôts et de fermer leur bouche, de participer à la vie associative. C'est tout. Je trouve que ce n'est pas juste. Elles devraient avoir le droit de participer aux élections locales.

Merci.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- **Monsieur ROC.**

Je voudrais rebondir sur l'Europe. Je crois qu'effectivement, l'Europe est ce qui nous pose le plus de problèmes. Pourquoi ? Parce que les décisions sont prises à l'unanimité. Il faudrait qu'elles soient prises à la majorité des membres.

Je rebondis sur ce que dit la dame concernant les GAFAs. Bien évidemment, les GAFAs ont implanté leurs sièges sociaux en Irlande. L'Irlande n'est pas prête à voter, certainement, que les GAFAs soit imposés au même titre que les impôts sur le sol français. Une des règles qui débouclerait certainement beaucoup de situations est la règle de la majorité et non de l'unanimité en Europe.

Ensuite, je voudrais rebondir parce qu'on parle beaucoup de fraude fiscale. Oui, la fraude fiscale existe. Elle existe en Europe, en France, partout. Je suis issu d'un métier qui était les impôts, donc je la connais. Croyez bien qu'on met tout en œuvre pour récupérer la fraude fiscale, mais c'est très difficile parce qu'il y a des montages financiers qui sont horribles de la part de ceux qui réfléchissent. En face de vous, vous avez des avocats fiscalistes qui ne cherchent qu'à détruire ce que vous essayez de démontrer comme fraude. Donc la fraude est effectivement un point essentiel, mais ce n'est pas facile à récupérer. J'entends tout le monde dire : « La fraude va tout résoudre », mais croyez bien que ce n'est pas aussi simple que cela. C'est le premier point.

Concernant une remarque faite par une personne des gilets jaunes qui dit : « Il faut abaisser le coût de la TVA sur les produits de première nécessité », c'est tout à fait logique, mais il faut se souvenir également que lorsqu'il y avait la TVA à 20 % sur la restauration, on nous avait promis des emplois sous réserve de la baisse de la TVA à 5,5 %. Qu'en est-il ? Est-ce que le fait de baisser la TVA sur les produits de première nécessité ne va pas, à terme, se traduire par une augmentation des marges ?

Voilà ce que je voudrais souligner.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- Je me présente. **Franck MANCEAU**, je suis universitaire aux Cézeaux.

Ma remarque principale concerne l'état des finances en France. Il faut quand même regarder un peu les choses en face. On a beaucoup d'avantages. On peut se plaindre de beaucoup de choses. Si on regarde du côté anglo-saxon, si vous n'avez pas une assurance, si vous avez un cancer, aux États-Unis ou en Angleterre, c'est tant pis pour vous et cela se termine mal. Si vous voulez faire des études supérieures, je ne veux pas dire que c'est gratuit en France, mais allez aux États-Unis et, surtout, allez voir votre banquier, prenez des emprunts sur plusieurs années. On a beaucoup d'avantages. Le problème est qu'on est en déficit. On a 100 % de notre PIB qui part et cela ne va pas dans le bon sens.

Je pense que la vraie question est de savoir sur quel côté on doit économiser, qu'est-ce qu'on doit lâcher, parce qu'à la prochaine crise financière, ce ne sera peut-être pas la France qui craquera en premier, ce sera peut-être l'Italie, avec 130 % de son déficit.

Je pense que c'est surtout cela qui est important. Je pense que le reste est un peu du détail. On peut toiletter la chose, mais le résultat sera le même. C'est mon avis et je n'ai pas de solution, sauf à couper dans le dur.

**Une dame dans la salle.**- C'est quoi le « dur » ?

**Le même homme dans la salle.**- Le régalién. À mon avis, il n'y a rien de tabou. Si vous voulez réellement tout maintenir en l'état, ce n'est pas le Président qui viendra vous sauver ou les institutions, ce sera une grosse crise financière qui fera qu'on se retrouvera à la grecque, avec 30 % de moins sur tous les salaires et des personnes au chômage en grande quantité. C'est mon avis.

**La même dame dans la salle.**- En 1980, grâce à REAGAN, si les états avaient gardé leur dette au lieu de les refourguer aux banquiers, peut-être qu'on ne serait pas dans cette mouise.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- Cela me semble très important. Vous avez raison, les faits ne souffrent pas de discussion. On est endetté à 100 % du PIB, mais il faut arrêter de culpabiliser les gens avec cela. Je rappelle qu'en 2007-2008, on devait être à 70 % environ. Pouvez-vous me rappeler ce qui s'est passé en 2007-2008 ? Une crise financière. Par qui a-t-elle été engendrée ? Par les excès du capitalisme. Qui a payé ? Nous. Il fallait le faire, c'est vrai. Sinon, c'était la catastrophe. Qu'est-ce qu'on a demandé en contrepartie ? Rien du tout ! Vous avez raison, si cela se reproduit, ce sera la même chose.

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir à tous. Je suis Jean-François TRINCAL, gilet rouge, CGT, responsable syndical.

Déjà, je vais répondre à Monsieur. Je suis cheminot d'origine, je ne suis pas universitaire, donc je n'ai pas les grands chiffres et les grands calculs. Par contre, j'ai des réponses à faire au Monsieur sur ce qu'il a dit.

Je suis scandalisé quand j'entends parler en permanence, par des grandes têtes pensantes ou des grands universitaires, de coût du travail. Le coût du travail n'existe pas. Il n'y en a pas. Je parlerais de richesse du travail. En revanche, il y a un coût de la finance et du capital. C'est ce qui nous tue. Les crises financières ne me font pas peur, Monsieur. Les crises financières ont été créées par les financiers et elles n'enrichissent toujours qu'eux. À la crise financière en 2008, on a prêté de l'argent à 0 % à la Banque centrale pour qu'elle reprête à nos banques de l'argent pris sur nos impôts, sur notre argent, pour nous reprêter derrière. Je vais voir mon banquier, il va me prêter royalement, la main sur le cœur, à 3 %, 4 % ou 5 % de l'argent qui vient, à l'origine, de moi et de tous les travailleurs qui créent les richesses de ce pays, qu'on lui a fourni à 0 %, donc il se fait du bénéfice grâce à la crise financière. Il gagne du fric en profitant de gens qui, eux, n'en ont plus et qui créent les richesses.

Le vrai problème est la répartition des richesses. J'écoutais le Monsieur en début de réunion. J'ai peut-être mal compris son intervention, mais c'est vrai quand il dit que les 500 familles les plus riches n'ont fait que s'enrichir, et elles se sont un peu élargies, elles n'ont fait que s'enrichir avant les 35 heures et après les 35 heures. Les 35 heures, on leur a donné beaucoup de maux, mais elles ne sont surtout pas la cause de l'enrichissement des 500 plus grandes familles. Il ne faudrait pas se tromper là-dessus.

Les actionnaires, les financiers, les grandes banques, les 500 familles les plus riches aujourd'hui ne vivent pas du travail réel. Ils parasitent le travail réel. Le travail réel, ce sont les salariés, les ouvriers dans les entreprises. Ce sont eux qui créent la vraie richesse. Les autres ne font qu'utiliser le travail des uns pour en faire leur profit.

Il faudrait peut-être une juste répartition et un retour. Je suis ravi quand je vois que les gilets jaunes viennent sur des positions que, en tout cas à la CGT, on défend depuis des années, à savoir la retraite... On peut donner les chiffres parce qu'ils évoluent d'une année sur l'autre par rapport au coût de la vie qui peut augmenter. Aujourd'hui, on demande 1 200 € de minimum pour les retraites et 1 800 € minimum pour le SMIC. C'est possible parce qu'il y a l'argent.

L'évasion fiscale est une chose. J'écoutais le Monsieur des impôts. On peut créer des emplois. Ce n'est pas dur. Il faut remettre en place des inspecteurs des impôts avec des vrais moyens, des contrôleurs des impôts, leur donner des réels moyens d'intervention. Ne vous inquiétez pas, pour faire plaisir aux universitaires un peu amis de la finance, ils seront vite rentabilisés, pour parler dans leur langage. Même s'ils ne récupéraient qu'un dixième de ce qui s'évade, ils seraient déjà amortis.

Au niveau des services publics, quand j'entends parler de coût des services publics, un Monsieur l'a dit, le service public n'est pas appelé à faire du bénéfice. Ce n'est pas sa mission première. Il est là pour répondre à des besoins, que ce soit pour la santé, pour l'éducation, pour les transports. Ce besoin, on le paye déjà avec nos salaires parce que le salaire réel, ce n'est pas le salaire net qui nous est payé, c'est notre salaire brut. Il faut bien qu'on se mette cela dans la



tête. L'argent brut, ce que certains appellent les charges sociales, ce ne sont des charges sociales de rien du tout, c'est notre argent. Dans le contrat, ce sont des cotisations, c'est notre vrai salaire par rapport à une force de travail, qu'elle soit intellectuelle ou physique, qu'on va apporter à l'entreprise et à la société, et qui crée la richesse. Donc c'est un retour et ce retour est très légitime et très juste, beaucoup plus que ce qui peut être parasité par les financiers.

Je n'ai pas beaucoup de chiffres. Je vais quand même vous en donner un. En 2018, rien que sur notre région, le taux d'augmentation de personnes qui ont été privées de leur emploi – je ne dis pas de « chômeurs » ou de « chômage » – a augmenté de 7 % en un an. Cela crée de la misère aussi.

Aujourd'hui, le travail devrait être dans notre société. On parle du PIB, mais regardez comment le PIB a évolué. Le PIB n'évolue pas tout seul. Aujourd'hui, on peut se servir de cela et créer des emplois avec une meilleure répartition.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- Merci.

**Une dame dans la salle.**- Bonjour, je suis **Marie-Pierre ALEC**. J'habite à Beaumont. Je précise que je travaille dans la fonction publique hospitalière.

Ce que j'ai entendu l'autre fois lors d'une émission débat sur France Inter, pour ne pas la nommer, disait qu'en France, il y avait à peu près 60 % de toutes les cotisations – je ne sais pas exactement quelles sont toutes les cotisations, s'il s'agit de tous les prélèvements confondus, impôts, TVA, prélèvements sociaux sur nos salaires – qui étaient consacrés au social, c'est-à-dire la maladie, le chômage et la retraite. Mine de rien, c'est quand même important parce qu'en France, on a un coût de prise en charge de ces trois états qui est important. Je vais vous citer le prix d'une journée d'hospitalisation dans le service orthopédie à l'hôpital public : ici, au CHU de Clermont-Ferrand, c'est 1 758 € par jour. Plein de gens, ici, arrivent encore à se soigner correctement : prise en charge par la Sécu et 30 % pris en charge par les mutuelles, quand ils en ont, ou ils ont éventuellement la CMU. Il y a beaucoup de pays, même européens, où ce n'est pas le cas.

Après, si on veut garder ce niveau de social, que fait-on ? Où va-t-on chercher l'argent ? C'est ce qui se passe. Ma réflexion est là. Je suis bien d'accord qu'il y a 10 % peut-être des fortunes françaises qui ne participent pas, mais après, l'ensemble de la population française, la grosse majorité y participe quand même.

C'est simplement ma réflexion. Je n'ai pas de solution miracle. Sans parler de la transition écologique, qui est encore autre chose.

**M. HOENNER.**- Merci.

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. C'est juste pour faire avancer un peu les idées. On parle de la redistribution des richesses et on dit qu'il y a de l'argent. J'ai juste une question. On prend les 1 000 Français les plus riches, on les zigouille, on prend tout leur fric et on divise par 60 millions. Je voudrais savoir si cela fait autant de sous qu'on le pense. Je voudrais savoir si la chasse aux riches, parce que c'est souvent la chasse aux riches, serait vraiment une solution à notre problème. C'est juste pour lancer le débat.

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. Je m'appelle **Jean-Luc GRADEC**, d'Aubière.

Je voudrais parler du pouvoir d'achat. Je trouve que les loyers prennent une grosse part sur nos salaires. Je n'ai pas vraiment de chiffre précis, mais il y a 40 ans, je payais à peu près 10 % de mon salaire pour me loger. Aujourd'hui, il me semble qu'on est à 30 %. Je trouve que c'est difficile de bien vivre en ayant un loyer aussi cher par rapport au salaire. Je me demandais

d'où cela venait, pourquoi les loyers ont plus augmenté que les salaires ? Peut-être que la solution est de créer des logements. Je ne sais pas.

**Un homme dans la salle.-** Philippe CHABOT, d'Aubière. Pour en revenir au problème, on va prendre aux 120 personnes les plus riches. En 1980, le PIB – c'est notre richesse – était à peu près de 456 Md€. Il est à plus de 2 000 et quelque. Je n'ai pas le chiffre, mais cela a été multiplié par six. Donc le pognon est bien quelque part. Il suffit qu'on le reprenne. Ce n'est pas en coupant la tête aux 100 premiers.

**Un homme dans la salle.-** Il n'a jamais été question de couper la tête aux plus riches. On a coupé la tête à certains en 1789, cela n'a pas réglé le problème. C'est une juste répartition, chacun contribue à sa hauteur et que tout le monde puisse en bénéficier. Je n'ai pas connaissance dans notre pays d'un riche qui soit mort de faim ou de soif dans la rue. Par contre, tous les SDF ou tous les moins riches qu'on retrouve morts tous les ans dans les rues, c'est inadmissible dans un pays comme le nôtre, avec la richesse et le PIB qu'on a.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.-** Mon avis était de dire que, souvent, cela bloque un peu la discussion. C'est facile, certains sont pour prendre tout l'argent aux riches. Souvent, cela bloque.

En revanche, j'en reviens à des choses très concrètes. Quand on achète pour des milliards d'euros des éoliennes – et je pense que la CGT est d'accord – et du photovoltaïque à l'étranger alors qu'on n'en a pas besoin, parce qu'on a suffisamment d'électricité décarbonée, il y a de l'argent concret. Ce n'est pas une histoire de riche ou de pauvre, c'est du concret. C'est une décision politique ; que ce soit à gauche ou à droite, tout le monde peut être d'accord.

**Un homme dans la salle.-** Bonsoir. Monsieur LOZANO, je suis d'Aubière.

Je ne voudrais pas faire la chasse aux riches. Je voudrais parler un peu de justice fiscale. Tout à l'heure, Monsieur disait : « Que faut-il faire pour équilibrer un budget ou plutôt où faut-il qu'on fasse des économies ? » Quand je veux équilibrer mon budget, je regarde ce que je peux économiser et comment je peux faire rentrer plus d'argent. Je voulais parler de justice fiscale.

Tout à l'heure, quelqu'un disait qu'il fallait un impôt progressif. L'impôt est progressif en France : plus on gagne, moins on paye. C'est une réalité.

*(Applaudissements)*

Je voulais parler de justice fiscale. Aujourd'hui, regardez les impôts sur le bénéfice des entreprises. Une PME-PMI est taxée à raison de 33 %. C'est l'impôt sur le bénéfice. En 2017, les entreprises du CAC 40 ont été taxées aux alentours de 12 à 13 %. La même année, Total a été taxé à raison de 8 %. Pour une petite entreprise, c'est 33 % ; pour une grosse boîte, c'est 12 ou 13 %. On pourrait faire un petit peu de justice fiscale. Il y aurait de l'argent à récupérer. Ce ne sont pas des millions qu'on récupérerait, ce sont des milliards. C'est une première chose.

Quand les états ou les banques prêtent de l'argent à une grosse entreprise pour un but bien précis, il faudrait un certain contrôle. Si ce travail n'est pas correctement fait, si l'argent n'est pas correctement employé, il faudrait punir. Je vous donne un exemple. Entre avril 2015 et décembre 2017, la Banque Centrale Européenne a fait marcher la planche à billets. Elle a créé 2 500 Md€. Ces 2 500 Md€ devaient normalement servir pour relancer l'économie européenne. Cette Banque centrale a prêté l'argent aux banques commerciales (Société Générale, BNP, Santander, Deutsche Bank, etc.). Les banques commerciales devaient prêter de l'argent aux entreprises pour qu'elles investissent dans l'économie. Qu'est-ce qui s'est passé dans la réalité ? Dans la réalité, les banques commerciales ont prêté 11 % de ces 2 500 Md€ pour l'économie. Le reste de cet argent est parti dans les marchés financiers, dans la bulle financière. Ce n'était pas le but initial. Le but initial était de relancer l'économie. On prête de l'argent aux banques commerciales et elles ont un objectif. Si elles ne veulent pas suivre, il faut les faire payer.

Tout à l'heure, quelqu'un parlait des GAFAs. Il y a un homme politique qui se gargarisait il y a deux ou trois jours en disant : « On a réussi à faire payer ou on va faire payer 500 M€ aux GAFAs. » La belle affaire, nous dit notre grand patron, notre grand Président ! Ce ne sont pas 500 M€ que les GAFAs devraient payer, ce sont des milliards d'euros qu'ils devraient payer.

Je parle de justice fiscale. Ce ne sont pas des économies qu'il faut faire, c'est faire rentrer de l'argent. Il faut faire rentrer l'argent là où il est ; il faut le faire rentrer chez les tricheurs, pas chez monsieur tout le monde.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. André ESPINASSE, je suis correspondant du journal La Montagne.

Je me permets d'intervenir pour alimenter la réflexion et notamment rejoindre pleinement ce que vient de dire la personne précédente. Ce n'est pas la chasse aux riches que l'on fait, c'est la redistribution de la richesse nationale qui est de plus en plus scandaleuse et qui fait que de plus en plus de gens fréquentent des organismes comme le Secours Catholique, le Secours Populaire, etc. Un cri d'alerte est lancé de plus en plus par ces gens qui ont des difficultés, tout en travaillant, à remplir leur frigo, ce que dénonçaient les gilets jaunes. C'est cela qui est en cause.

Quand on parle des privilèges, il faut les dénoncer. On ne l'a pas cité, mais vous l'avez certainement vu, on a des présidents, des premiers ministres, vous avez vu tous les avantages qu'ils touchent ? Vous avez vu le scandale ? On a deux présidents qui n'en finissent pas de vieillir. On en a deux autres qui cherchent comment ils pourront faire pour venir. Face à cela, on a un Président qui fait du *show* médiatique à n'en plus finir, qui a l'éloquence, certes, mais il fait son *show*. On pose des questions, il apporte des réponses et il n'y a pas de contradiction. Cela continue comme cela.

Je me demande, par rapport au mouvement des gilets jaunes, au mouvement qu'ils ont initié, par rapport à la gravité de la situation dans laquelle la France se trouve, vers quoi on va déboucher. Ils ont dénoncé et il n'y a pas de réponse sur ces questions actuellement. Sur l'augmentation du pouvoir d'achat, il n'y a pas de réponse. Sur la justice fiscale, il n'y a pas de réponse. Sur les privilèges de certains, il n'y a pas de réponse. Sur le fonctionnement démocratique, il n'y a pas de réponse. On nous dit : « On va avoir des réponses. » Mon inquiétude est de dire : est-ce qu'on ne va pas, au bout du rouleau, quand on constate ce qui se passe, aller vers une immense déception sur ces questions et qu'est-ce qui se passera derrière ?

Quand on voit que le Président, malgré que 80 % des Français disent qu'il faut remettre l'ISF, s'entête à dire : « Non, on ne le remettra pas », où va-t-on ? Quand on voit un Président qui dit : « Les retraités ont trop, ils peuvent contribuer. » Les retraités contribuent. Ils contribuent, avec leur retraite, à aider leurs enfants, leurs petits-enfants et leurs amis qui sont dans la merde. Dans ce cadre, quand il y a un député qui dit que les retraités font trois repas par jour, je considère que c'est une insulte !

Je me demande où on va aller. Je soumetts tout cela à la réflexion de cette assemblée au travers des questions qui sont posées. Il y a des milliers et des milliers de questions. Comment va-t-on les exploiter ? Je n'en sais rien, mais je crains qu'on n'aille vers une immense déception quant aux décisions qui seront prises.

*(Applaudissements)*

**Une dame dans la salle.**- J'en ai pour très peu de temps. Je voulais rassurer Madame qui travaille en milieu hospitalier. Savez-vous que le budget de la santé se répartit en plusieurs strates (la santé, l'hôpital, etc.) mais aussi un tiers pour les laboratoires pharmaceutiques ? Vous le savez ? Cela devrait vous rassurer. Si on voulait prendre un peu là, on pourrait.

Pour généraliser, je voulais dire que Carlos GHOSN est en prison depuis quatre mois et les usines Renault, Nissan et compagnie continuent à très bien tourner. Donc finalement, la richesse d'une entreprise, ce sont ses ouvriers plus que ses patrons.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. **Jean-Pierre DEKENNE**. Je suis retraité depuis peu et j'étais professeur fonction publique. Arrivant un peu à la fin, je vais répéter ce qui a été dit. J'avais pris quelques notes.

Pour commencer, concernant le salaire de nos anciens parlementaires ou présidents, vous regarderez sur Internet. Valéry GISCARD D'ESTAING, c'est quand même 3 M€ par an qu'on lui sert depuis 38 ans. C'était un peu moins. SARKOZY, c'est 2,5 millions. Édith CRESSON, qui pourtant n'a pas été premier Ministre très longtemps, a 48 000 € par mois, plus un garde du corps, un chauffeur et un secrétaire. Le garde du corps, franchement, elle ne craint rien, il n'y a pas de souci.

*(Rires)*

Récemment, M. MACRON a déclaré, justement parce que les questions avaient été dans d'autres débats, que finalement, ce n'était rien du tout. Des salaires comme cela, cela fait quand même pas mal de fois 5 € d'APL pour nos jeunes étudiants.

Ensuite, quelqu'un a dit qu'il fallait punir les fraudeurs. Oui, il faut les punir plus qu'ils ne sont punis puisque récemment, M. GUÉANT est passé au tribunal, M. CAHUZAC aussi. Il a eu trois ans d'inéligibilité et M. GUÉANT a eu cinq ans. Ce n'est pas cinq ans, c'est à vie ! Il a pris dans les caisses, donc terminé, vous allez à l'usine et vous allez travailler comme tout le monde, comme nous !

Il y a un Monsieur qui a dit qu'il fallait supprimer le Sénat. J'ai connu mai 68 et le Général DE GAULLE voulait déjà supprimer le Sénat parce qu'il estimait que cela ne servait à rien. Malheureusement, il a mis en jeu sa place en rajoutant : « Si vous votez contre, je m'en vais. » Comme on sortait de mai 68, il est parti et la loi n'est pas passée non plus.

À l'Assemblée nationale, il y a un Monsieur qui a dit : « Ils sont quand même un petit peu nombreux », d'autant plus qu'ils sont soit sur leur portable, soit absents et certains dorment. Quand on entend M. MACRON dire que le Français n'a pas le sens de l'effort, je pense que c'est vrai, surtout ceux-là.

Pour les éoliennes, Monsieur, je ne savais pas, mais vous avez certainement raison. Il faut savoir à qui profite le crime en France. Il y a bien des gens qui ont des intérêts à faire faire cela en Chine.

Les exilés fiscaux, oui, il paraît que c'est légal. Comme certains l'ont dit – et c'est très bien que tout le monde soit là, qu'il y ait des débats, pour une fois qu'on nous donne la parole – dire que les exilés fiscaux, c'est légal, parce qu'ils ont des avocats, des comptables et ils arrivent à avoir toutes les magouilles, y compris M. GHOSN, dont on parle beaucoup en ce moment, cela paraît incroyable. On pourrait éviter, par exemple, de leur faire porter le maillot de l'équipe de France, comme M. NOAH. Je n'ai rien contre lui parce qu'il était l'homme préféré des Français. Je ne sais pas comment les Français font pour voter. Maintenant, c'est Jean-Jacques GOLDMAN, exilé fiscal en Irlande, et Omar SY en deuxième, je crois. Il faut se poser la question. Je n'ai pas de solution, mais les exilés fiscaux, puisque c'est légal, on pourrait au moins éviter de leur faire diriger une équipe de France, qu'elle soit de tennis ou d'autre chose.

Qu'est-ce que j'ai noté aussi ? Faire voter les étrangers. Tout à fait. Je vais vous raconter une petite anecdote. Mes élèves étaient très friands des anecdotes, quand je travaillais. Je suis allé chez Leclerc et il y a un monsieur qui achetait une télévision. Quand vous achetez une télévision, on vous demande la carte d'identité pour vous taxer. Ce monsieur, qui devait être

tunisien, marocain ou autre, qui avait environ 80 ans, a sorti sa carte de séjour et il a rajouté, alors qu'on lui demandait sa carte d'identité : « Cela fait 60 ans que je suis en France et on ne m'a jamais donné de carte d'identité, on m'a toujours donné une carte de séjour. » Effectivement, je ne trouve pas cela très bien. Je ne vois pas pourquoi ces gens, tout du moins ceux qui sont là depuis longtemps, ne pourraient pas voter.

En définitive, je ne pense pas que le Français soit spécialement raciste, tout ce qu'on entend dire. Je pense que ce qu'on n'aime pas, ce sont les cons, tout simplement. Là, cela pullule !

Ensuite, la retraite pour les femmes. Je dis « les femmes » parce que c'est le cas de la mienne, elle s'est arrêtée une dizaine d'années pour nos trois enfants, donc elle se retrouve avec 600 €. Quelqu'un qui n'a jamais travaillé a 900 €, je crois, ou pas loin. Il faudrait faire au moins la compensation.

Il y a un autre problème qui n'a pas été abordé. Je vais peut-être fâcher des gens, je ne sais pas. C'est le problème des distributions d'APL. Il ne faut pas généraliser, mais j'étais professeur et j'ai vu des jeunes... ou plutôt, non, je n'ai pas vu des jeunes de l'année. Il y en a qui ne viennent pas de l'année. Ils sont inscrits, mais ils ne viennent pas. Je rappelle que les allocations familiales ont été créées pour donner une éducation, pour éduquer les enfants, pas pour acheter des clopes et la télévision. La loi existe. M. BLANQUER en a parlé il n'y a pas longtemps. Ce ne sera pas suivi d'effet, mais il faudrait que les directeurs fassent leur boulot, c'est-à-dire que quand ce n'est pas justifié, on supprime les APL. Il y a quelques villes en France qui commencent à le faire. Je ne sais pas de quel bord elles sont, peu importe.

Renseignez-vous, vous verrez qu'à la fac, ce n'est pas triste non plus. Je n'ai pas fait la fac, mais mes enfants sont allés en fac et ils me disaient toujours : « Papa, sur 1 200 inscrits, s'il y en a 700, c'est le bout du monde. » C'est dommage que le Monsieur qui était universitaire ne soit plus là. Il aurait pu confirmer. Certains ne viennent jamais. Ils sont inscrits pour toucher les allocations.

Il y a plein d'autres choses à dire et bravo aux gilets jaunes !

**Un homme dans la salle.**- Bonjour. **Gilles CLAUDE**. Cela va être un peu décousu.

Je rebondis sur ce que disait Madame pour dire qu'en France, pour avoir un peu voyagé, on est sans doute le pays d'Europe où la redistribution sociale est la plus importante. Je suis retraité, j'essaie de ne pas me plaindre parce que j'ai été favorisé par les 30 glorieuses. Quand je travaillais pendant les 30 glorieuses, on croyait que cela ne s'arrêterait jamais et cela s'est arrêté en 1975. On n'y croyait pas en 1975. On ne croyait pas que cela allait s'arrêter. Il suffisait de prendre une calculatrice pour savoir que nous, qui avons une trentaine d'années, ou 25 ans, ou 30 ans dans les années 70, quand on allait arriver à l'âge de la retraite, cela n'allait pas coller, que la redistribution ne pourrait se faire que beaucoup plus difficilement.

Cette calculatrice, certains l'avaient prise. Je me souviens d'un livre blanc sur les retraites qui était paru à peu près à cette époque. C'était ROCARD qui l'avait fait. Il a déclenché les hurlements de tout le monde, et en particulier des syndicats, en disant que cela n'allait pas être vrai.

Maintenant, il y a deux actifs pour un retraité. Effectivement, cela commence à être compliqué parce qu'on est dans un régime de redistribution et que ce sont les actifs qui nous payent.

J'insiste sur le fait que la redistribution en France, si elle est imparfaite, s'il doit y avoir une lutte acharnée contre la fraude fiscale, mais plus que la fraude fiscale, c'est l'optimisation fiscale qui nous bouffe, mais il n'empêche qu'il y a des choses qu'il ne faut pas dire. Quand j'entendais un Monsieur dire que c'était le FMI qui faisait les prix du cacao, sauf s'il est mieux renseigné que moi, je ne vois pas comment cela peut être le FMI. Il ne faut pas croire non plus à tout ce qu'on dit.

La deuxième chose que je voulais dire est sur l'Europe. Un Monsieur disait : « Il faut revenir à la monnaie ancienne », mais avec la monnaie ancienne, comment faisait-on lorsqu'il y avait du

déficit et lorsqu'il y avait des problèmes économiques ? Les monnaies étaient dévaluées. Cela veut dire que tout le monde avait 5, 6, 8 ou 10 % en moins sur ses revenus. L'Europe nous protège. Que voulez-vous que la France fasse face à des pays de 250 millions d'habitants : la Chine (1,5 milliard), l'Inde (1,3 milliard), le Brésil (250 millions) ? On est *peanuts* à côté.

Ensuite, sur la dette, ce que j'ai lu, et je pense que c'est exact, c'est qu'il y a une partie de la dette qui nous appartient parce qu'il y a une partie de la dette qui est financée par... Comment cela s'appelle ? C'est notre argent vis-à-vis de la banque. Le nom m'échappe, excusez-moi. Si on supprime tout d'un coup la dette, comme certains le demandent, ce sont les petits épargnants (en partie, pas tous) qui seront lésés. Bien sûr, l'assurance vie finance en partie la dette publique.

Troisièmement, je veux bien payer moins d'impôts, mais un collégien par an coûte 9 000 €. Un lycéen en coûte 12 000. Il faut le payer. Que l'impôt soit mieux réparti, oui...

**M. HOENNER.** - On a encore d'autres questions.

**Le même homme dans la salle.** - Si certains veulent supprimer complètement l'impôt, s'ils peuvent se payer 9 000 € par an quand ils ont des gamins, je veux bien.

**Une dame dans la salle.** - Bonsoir, Mesdames Messieurs. Je m'appelle **Stéphanie DE BOTON**. J'ai 27 ans et cela a une importance par rapport à ce que je vais dire.

Je voulais revenir sur les institutions. J'ai 27 ans, donc il n'y a pas si longtemps que cela, j'étais à l'école. À l'école, on m'a appris que les fondements d'une république démocratique étaient la séparation des pouvoirs, et notamment l'exécutif, le législatif et le judiciaire. On est un peu loin du compte en ce moment avec les uns qui interviennent sur les autres assez facilement dans de nombreux cas.

Si on parle de la devise française, on est aussi loin du compte : « liberté, égalité, fraternité » :

- la fraternité, alors que M. MACRON dit beaucoup mais ne fait pas grand-chose pour les milliers de SDF ;
- l'égalité, ce ne serait pas mal que quand un politicien prend du ferme, il aille en prison comme n'importe quel autre citoyen, que ce ne soit pas un privilégié face à la justice ;
- la liberté, alors qu'on vote des lois pour que l'exécutif interdise à des personnes de manifester, on peut douter quand même.

Vous l'aurez compris, pour moi, il y a un vrai problème structurel en France et je pense sincèrement qu'on ne pourra rien changer sur aucun des thèmes qu'on a abordés ce soir et qui, pourtant, me tiennent à cœur, que ce soit la fiscalité, l'écologie, le social, la santé, etc. Je pense qu'on ne pourra rien changer tant qu'on n'aura pas une vraie assemblée indépendante qui travaille pour les citoyens et pas pour ses amis tout en préparant son pantouflage. Je rejoins donc l'un des précédents intervenants qui avait parlé du tirage au sort et, pour moi, il faut une assemblée plus puissante plutôt que des présidents qui s'octroient de plus en plus de pouvoir, de quinquennats en quinquennats.

Si je peux encore vous prendre quelques petites secondes pour vous raconter mon histoire, je vais être très brève. Je suis chef d'entreprise depuis trois ans. Je me paye assez peu et je fais de gros horaires, comme de très nombreux chefs de TPE-PME. Je mets ma chemise dans mon entreprise pour qu'elle vive, pour qu'elle perdure. Je ne me plains pas, c'est normal, c'est une jeune entreprise, j'avais prévu de le faire. Je veux remercier toutes les personnes qui ne confondent pas les chefs de TPE-PME comme moi, qui ont hâte d'embaucher, j'ai hâte d'embaucher, de créer de l'emploi et de la richesse locale et non délocalisable, parce que je ne pourrais pas et de toute façon, je ne voudrais pas la délocaliser. Je remercie donc toutes les personnes qui ne me confondent pas avec des chefs d'entreprises multimilliardaires qui se versent des dividendes tout en licenciant.

Merci de votre attention.

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. **Claude POULIERE**, Aubiégeois.

Je voulais rebondir sur ce qui vient d'être dit. Quand j'étais à l'école, j'avais appris que les hommes politiques étaient élus démocratiquement pour diriger le pays. En prenant de l'âge, j'ai découvert qu'en fait, non, ils ne dirigent rien du tout, ce sont surtout les *lobbies* qui campent dans les salles d'attente des ministères qui dirigent le pays. Je suis scandalisé de voir des multinationales toucher des aides de l'État, nos impôts, alors qu'ils font des bénéfiques records. Je crois que ce sont même eux qui nous coûtent un fric de dingue, toutes ces multinationales. Je suis pour rendre les hommes politiques, la politique indépendante par rapport à tous ces hommes puissants, dont certains sont aussi riches que certains états dans le monde.

Deuxièmement, j'ai des nouveaux collègues qui sont des anciens de la Seita, qui a fermé il y a deux ans. Ils m'ont expliqué que la dernière année, ils n'ont travaillé qu'un mois sur 12 parce que c'était la grève sur le tas. Malgré tout, leur boîte avait fait des bénéfiques. Ils avaient réussi à payer toutes les charges de l'année, plus les salaires, etc. Sur un mois de l'année, ils ont fait un pognon de dingue grâce, je pense aussi, à pas mal de subventions.

Je voudrais aussi que le travail paye. Mon père était artisan. Il a bossé pendant 42 ans dans le bois. Il était artisan menuisier. À la retraite, il touche 800 € par mois. Trouvez-vous cela normal ? Si M. MACRON m'écoute, j'espère qu'il ne trouve pas cela normal non plus. Mon père n'est pas un cas à part. Ils sont des millions et des millions ainsi. Sans parler des paysans qui se suicident toutes les semaines parce qu'ils ne vivent pas de leur salaire. Je voudrais dire que la grande distribution est fautive aussi à ce niveau, la grande distribution qui se sucre sur le dos de nos paysans, qui sucre surtout leurs actionnaires et, pendant ce temps, des pauvres gens se suicident.

Sur ce, je vous souhaite une bonne soirée !

*(Applaudissements)*

**Un homme dans la salle.**- Bonsoir. Sylvain CASILDAS. Je suis conseiller municipal.

Je voudrais répondre à la jeune fille qui est intervenue tout à l'heure parce que j'ai trouvé son discours très pessimiste. On n'a pas beaucoup d'écart, j'aurai 32 ans demain. Je considère qu'à son âge, on ne peut pas être pessimiste comme cela. Ce n'est pas possible. J'ai 32 ans, je suis élu et je considère que, ce soir, il y a beaucoup de choses qui ont été dites et beaucoup d'entre vous sont pessimistes.

La chose optimiste que je voudrais vous dire est que ce qui me rassure, c'est que tous les gens qui étaient là ce soir ont un avis. Si vous êtes là, cela veut déjà dire que vous vous intéressez un peu à ce qui se passe et à votre pays. C'est très positif.

Le monsieur qui voulait faire payer tous les élus et leurs grosses indemnités est parti. J'aurais voulu lui dire qu'il commence par moi parce que je suis élu, je suis conseiller municipal de l'opposition, mais cela me prend pas mal de temps. Qu'il commence par me faire payer parce qu'en tant que conseiller municipal, je gagne zéro. Je ne touche rien du tout, Monsieur. Il y a 500 000 élus dans ce pays. Il y en a 470 000 qui ne touchent aucune indemnité. C'est la réalité.

Effectivement, tout à l'heure, Monsieur disait qu'il serait bien que les partis politiques s'entendent. Globalement, on est à peu près d'accord sur 90 % des choses qui se passent et on vote 90 % des choses ensemble. Le reflet que vous avez de la vie politique est ce que vous voyez dans les médias. Ce sont les grands débats, ces grands fauves, ces grands énarques qui vous donnent l'impression que la politique n'est qu'un combat, des gens qui se déchirent. La politique,

ce n'est pas cela. La politique, ce sont des choses concrètes, c'est du bon sens. C'est ce que vous avez tous ici ce soir.

Dire qu'on veut tout supprimer, les ministères, le Sénat, l'Assemblée nationale, tout ce qui fait le fondement de notre démocratie, savez-vous combien cela rapporterait à chacun d'entre vous tous les mois ? 1,50 €, de quoi se payer un café ! À mon avis, c'est dérisoire.

Si vous voulez tous que les choses changent – parce que ce qui vous rassemble, c'est votre volonté de changer, je n'ai pas entendu ce soir des révolutionnaires qui veulent tout mettre à plat, je n'ai entendu que des gens qui ont envie que les choses changent par des ajustements afin qu'on répartisse mieux les richesses, afin qu'on organise mieux notre société – il n'y a qu'une chose à faire : engagez-vous. C'est à vous de faire les choses. Vous dites que ce sont toujours les mêmes. Tout à l'heure, Monsieur, vous disiez : « Ce sont toujours les mêmes et on vote toujours pour les mêmes. » Il y a une chose à faire : prenez la place. On a la chance d'être en démocratie. Il n'y a qu'une chose à faire : prendre la place. Venez échanger, présentez-vous à des élections. C'est à vous de faire fonctionner le système et c'est vous qui allez permettre de changer les choses en remplaçant ceux qui sont là actuellement.

Je ne suis pas énarque et je n'ai pas vocation à l'être. Je ne viens pas d'une grande famille, je n'ai pas un grand nom à particule. Je suis jeune et je suis élu parce que je crois qu'on peut tous, individuellement, avec nos modestes moyens, changer les choses, quel que soit le niveau de décision, que ce soit au niveau local ou au niveau national. Il ne faut pas se taire.

Les gilets jaunes ont montré une chose. Au bout d'un moment, ils ont refusé de se taire et ils ont décidé d'agir concrètement. Chacun d'entre vous peut le faire.

Je voudrais qu'il ressorte une chose très positive de ce soir, c'est qu'aujourd'hui, il y a des gens dans ce pays qui s'intéressent à la chose publique, qui ont des idées, qui les font entendre et qui, j'espère, demain, continueront. Le but de la soirée n'est pas de faire un débat et de rentrer chacun chez soi. Le but est de continuer. Je pense qu'on devrait faire plus souvent des débats. Les gens ont l'impression que la démocratie est confisquée alors que tout le monde peut s'exprimer en démocratie. Il n'y a pas que les élections. Il y a ce genre d'initiative et on devrait en faire plus souvent.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- Merci. 20 h 00 approchent. Une dernière.

**Un homme dans la salle.**- Pour terminer, je vais faire très court.

Ce n'est pas le FMI qui arrête les cours du cacao, c'est la Chambre de Commerce de Chicago. Ce n'est pas très grave.

En ce qui concerne la dette publique, c'est en 1976 que le Président de la République en exercice a interdit à la Banque de France de faire des avances au Trésor Public. Au lieu de basculer une dette sur les épargnants, puisqu'on a financé la reconstruction du pays avec les emprunts d'état dans les années 40-50 (emprunts SNCF, emprunts de l'EDF, etc.), la dette est partie directement. Effectivement, cela pose le problème de rembourser en capital et en intérêts, sachant que les intérêts viennent majorer le déficit commercial.

Une dernière chose, qui est un problème beaucoup plus délicat que j'aborde avec beaucoup de précaution, mais j'ai quand même remarqué que la population française hors réfugiés, en 1980, était de 55 millions d'habitants. Il faut savoir que nous sommes DOM, TOM et COM. En 2000, nous étions 61 millions d'habitants. En 2017, nous sommes 67 millions d'habitants pour une population qui doit s'étendre jusqu'à 70 millions d'habitants. Je dis qu'entre cette progression de la courbe démographique et la désertification actuelle de notre tissu industriel, il faudra combien de *start-up* pour évacuer le problème ?



**M. HOENNER.**- Merci. Une dernière et ensuite, on pourra lever la séance.

**Un homme dans la salle.- Léon,** d'Aubière. J'ai travaillé plus de 40 ans, agricole. J'étais chef exploitant. Je touche actuellement une retraite de 700 €. La complémentaire m'a été supprimée. Je devais la toucher. Pour la complémentaire, je payais 70 €. Maintenant, elle a augmenté à 80 €. J'ai été obligé de la supprimer. Pour ma femme, je l'ai amenée à l'hôpital, il faudrait qu'on augmente à 800 €. On ne peut pas payer. Il faudrait qu'on augmente nos pensions quand même. C'est une honte d'avoir cela !

Je vous remercie et je félicite les gilets jaunes. J'en fais partie.

*(Applaudissements)*

**M. HOENNER.**- Merci.

**M. le Maire, Christian SINSARD.**- Mesdames Messieurs, pour qu'on termine tous ensemble, je vous remercie pour la bonne tenue de cette réunion. Des choses importantes ont été dites. Tout a été retranscrit. Je ne sais pas ce qu'il en ressortira. Je suis optimiste aussi. Nous avons organisé ce débat. C'est une habitude de la municipalité. Nous faisons une réunion publique à chaque projet, donc c'était bien normal que nous organisions ce débat.

Encore une fois, je remercie Monsieur Alain HOENNER, le commissaire enquêteur, qui nous a aidés ce soir.

Une dernière annonce ?

**Une dame dans la salle.**- Merci à tous d'être là, de nous avoir écoutés et de nous entendre sur nos ronds-points. On voudrait aussi vous dire qu'on lance un appel à la mobilisation chaque samedi et on aimerait voir du monde avec nous, derrière nous mais aussi sur les ronds-points. Venez nous voir, venez discuter avec nous, ne serait-ce que 5 ou 10 minutes de votre temps.

Je vous donne rendez-vous le 23 février.

**M. le Maire, Christian SINSARD.**- Merci beaucoup.

*Le Grand Débat National se termine à 20 h 05.*